

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 27/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



YOPLAIT PRODUCTION FRANCE

Usine du Mans
23 rue des Grandes Courbes
92100 Boulogne-Billancourt

Références : 2023-150_YOPLAIT FRANCE SAS_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement YOPLAIT PRODUCTION FRANCE implanté 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection s'inscrivant dans le cadre de l'action régionale 2023 de la DREAL Pays de la Loire portant sur la gestion de crise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YOPLAIT PRODUCTION FRANCE
- 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société YOPLAIT France, implantée en ZI Sud au Mans, est spécialisée dans la fabrication de yaourts, fromages frais, crèmes fraîches et autres spécialités laitières. L'usine emploie 350 personnes. Elle transforme actuellement environ 800 000 litres de lait et produits laitiers (crèmes) par jour.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
3	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
4	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks existe mais doit être complété, notamment en ce qui concerne les produits chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.
Constats : Les installations de la société YOPLAIT relèvent du régime de l'autorisation. Les dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 sont applicables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.	
Constats :	L'exploitant dispose :
- d'un état des stocks des matières premières et des emballages ; les données sont disponibles dans le logiciel « SAP » et facilement extrayables (quantités totales présentes, sans précision systématique sur la localisation (plusieurs endroits possibles dans l'usine pour les emballages par exemple)) ; - d'un état des stocks des produits finis ; les données sont disponibles dans le logiciel de gestion informatisée des stocks (logiciel « Logistar ») et facilement extrayables ; les produits finis sont stockés dans la chambre froide ; - d'un état des stocks des palettes ; les données sont mises à jour mensuellement suite aux inventaires du prestataire ; - d'un état des stocks des produits chimiques ; les données sont mises à jour hebdomadairement (hors acide/soude en vrac → relevés quotidiens) et sont disponibles dans un fichier Excel. Les n°CAS et les risques par grande famille (inflammable, toxique pour l'homme, toxique pour l'environnement, explosible, combustible, comburant, etc.) ne figurent pas dans l'inventaire présenté. Toutefois, l'exploitant a présenté en parallèle le logiciel « SEIRICH » où ces informations sont disponibles pour chaque produit (n°CAS et noms des substances dangereuses contenues, dangers en présence, etc.). L'exploitant envisage d'intégrer dans ce logiciel les quantités maximales susceptibles d'être stockées et leur localisation ; - d'un état des stocks des déchets ; les données sont disponibles dans un fichier Excel ; les lieux de stockage, les quantités maximales pouvant être stockées, les éléments réglementaires relatifs à l'ADR sont précisés. L'exploitant a répertorié les lieux de stockage et les risques sur des plans. Les mouvements de déchets sont suivis par différents services précisés sur le plan « Plan de stockage des Déchets Dangereux et Non Dangereux ».	
Les inventaires pour mettre à jour les données sont effectués à fréquences définies selon les types de produits. Les lieux de stockage sont précisés sur différents plans, avec le nom du service en charge du stockage.	
Pour les huiles et graisses, l'exploitant dispose d'un plan de stockage où sont précisées les quantités maximales pouvant être stockées par types de produits.	
Les stockages de bouteilles de gaz/citernes figurent sur le plan « Plan de stockage des Produits Chimiques ». Les stocks de bouteilles de gaz sont gérés directement par le fournisseur dans le cadre de son contrat. La citerne de propane est réapprovisionnée automatiquement par Primagaz (télémétrie avec suivi en temps réel de la consommation). Concernant la gestion de la cuve de gazole enterrée, c'est SODIAAL UNION (chargé de la collecte du lait) qui gère son approvisionnement. Un automate couplé à un logiciel permet d'avoir une estimation précise de la quantité restante versus la quantité dépotée lors du dernier remplissage.	
Par sondage, l'Inspection a vérifié la concordance entre l'état des stocks présenté et le constat sur le terrain pour les huiles, les emballages (opercules « 2000241 ») et les produits chimiques (produit de nettoyage/désinfection P3-oxonia active (mélange contenant du peroxyde d'hydrogène, de l'acide acétique et de l'acide peracétique)).	
Suite à la visite, l'exploitant a transmis des plans actualisés des stockages (tenant compte des remarques de l'Inspection en séance).	
→ L'état des stocks des produits chimiques doit être opérationnel en cas de sinistre notamment et doit pouvoir être fourni sans délai aux équipes d'intervention et à l'inspection des installations	

classées. L'exploitant transmettra à l'Inspection son plan d'actions pour améliorer l'état des stocks des produits chimiques disponible, pour y faire figurer les informations manquantes. Pour rappel, doivent notamment figurer les éléments suivants : noms des produits (explicites, pas uniquement les noms commerciaux), n°CAS, quantités présentes, grandes typologies de risques, localisations. Les stockages vrac doivent être intégrés à cet état des stocks.
Observations : Le "Plan Synthétique" pourrait préciser les types de produits stockés au niveau des "stockages matières".
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
Constats : L'exploitant a présenté la procédure "Validation Produits Chimiques" (référéncée YBP0077) qui décrit le processus de validation de tous les types de produits chimiques en usine et de la mise à jour de la liste de ces produits concernant le risque chimique. Avant d'introduire un produit sur site, le demandeur doit notamment intégrer à sa demande la FDS en français et datée de moins de 3 ans. Les FDS sont disponibles sur la base SEIRICH, gérée par le service HSE. Le logiciel permet de faire une alerte lorsque les FDS sont trop anciennes. La FDS présentée à la demande de l'Inspection (produit P3-oxonia active) est en français, datée de décembre 2020 et est établie conformément au règlement REACH.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des matières stockées, les FDS et les plans des zones de stockage sont accessibles 24h/24, quelles que soient les conditions d'accès au site (via VPN). La politique de sauvegarde informatique du groupe a été transmise à l'Inspection post-visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet